

Moscou réagit à ces plans en mobilisant la force des partis communistes dans les pays qui peuvent précisément contrecarrer l'application rapide et efficace du « plan Marshall ».

Jusqu'où peut aller cette réaction soviétique ?

Il n'est, de toute façon, pas question de voir les partis stalinien rompre avec la politique de collaboration de classe et revenir en quelque sorte à la politique d'avant 1934 et de la période des « fronts populaires ». Ni le contenu de la déclaration du « Bureau » de Belgrade, ni la ligne actuelle des partis communistes en France et en Italie, par exemple, ne laissent supposer même la moindre éventualité d'un tel « tournant ». Revenir à une politique de classe, ne fut-ce que du genre de celle de la « troisième période », serait réellement un « recul » par rapport à l'évolution du stalinisme, qui l'a porté depuis longtemps du CENTRISME à l'OPPORTUNISME et au SOCIAL-PATRIOTISME les plus achevés. Cependant, si un tel « tournant » du stalinisme est désormais impossible, il est probable que les partis staliniens des pays de l'Europe occidentale et des pays coloniaux et semi-coloniaux adopteront une attitude d'opposition beaucoup plus marquée que dans le passé envers tout gouvernement bourgeois qui maintient leur exclusion du pouvoir et qui passe sous la coupe américaine.

Les partis staliniens seront plus enclins que par le passé à favoriser le déclenchement des luttes revendicatives des masses, à maintenir un état d'agitation sociale qui contrecarre le redressement capitaliste, ce qui pourrait amener la bourgeoisie à reconsidérer la question de leur participation au gouvernement.

Une telle politique, en tout cas, ne peut se prolonger longtemps sans déborder la direction stalinienne elle-même, et sans créer une situation où la poussée des masses fixerait des objectifs propres et diamétralement opposés aux visées manœuvrières des partis staliniens. Comme la politique des capitalistes, la politique du stalinisme aussi renferme des contradictions inextricables.

Le stalinisme réagit aux événements d'une manière empirique et opportuniste. Durant la dernière guerre, le stalinisme développa la théorie du bloc des « démocraties » contre le « fascisme » et subordonna le mouvement autonome des masses à l'alliance avec la bourgeoisie « démocratique » des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France. Cette même bourgeoisie est dénoncée aujourd'hui par le « Bureau » de Belgrade comme étant celle du « camp impérialiste et antidémocratique ».

Immédiatement après la guerre, le stalinisme élaborait la théorie de la « démocratie nouvelle », selon laquelle il était maintenant possible d'avancer vers le socialisme, non pas par la lutte des classes, par la révolution et par la dictature du prolétariat, mais par l'élargissement progressif de la démocratie bourgeoise au sein de l'Etat capitaliste, et cela non seulement dans les pays du « glacis » soviétique, mais même en France, en Italie et ailleurs.

Cette théorie d'un réformisme vulgaire correspondait à la période de participation gouvernementale des partis staliniens. Elle a été brisée sur le roc de la réalité des antagonismes impérialistes et de la lutte des classes.

Dans le « glacis » soviétique, ce qui donne une apparence de justification de cette « théorie » est le fait que « l'élargissement de la démocratie » dans le sens interprété par les staliniens, c'est-à-dire de la consolidation de la dictature de leurs partis dans les gouvernements, est le résultat de l'occupation soviétique de ces pays et de l'action éminemment « démocratique » de l'appareil militaire et policier qui brise momentanément toutes les oppositions antistaliniennes de droite et de gauche.

Dans les autres pays capitalistes, « l'élargissement de la démocratie » buta très vite contre l'immixtion de l'impérialisme américain, la résistance de la bourgeoisie indigène et les luttes des masses qui en ont assez de la politique de « paix sociale » préconisée par les « hommes d'Etat » staliniens, au détriment de leurs plus élémentaires revendications. La lutte des classes a repris pour de bon dans tous les domaines, dans tous les pays d'Europe occidentale, et avec toutes ses conséquences. La carrière prometteuse des « hommes d'Etat » staliniens se trouve brusquement arrêtée et la théorie de « l'élargissement de la démocratie » se contemple embarrassée dans le miroir légèrement troublé par l'ombre du général de Gaulle en France, des néofascistes en Italie et de tous les agents présents et futurs de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie indigène.

Le stalinisme est, en réalité, acculé dans une impasse. Pris entre la pression de l'impérialisme et la poussée des masses, qui sont obligées, malgré tout, de combattre pour survivre, il essaie une fois de plus les armes usées de sa panoplie opportuniste. Mais la pression des événements se démontrera, en définitive, beaucoup plus décisive que les ruses et les manœuvres du stalinisme. Une situation nouvelle se développe depuis la dernière guerre pour le capitalisme européen et pour la bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux. L'appauvrissement et la dislocation de leurs économies, consécutifs à la guerre, ainsi que le développement de l'impérialisme américain et les rapports économiques qu'il entretient avec ces pays ont créé un déséquilibre sans précédent dans la structure du monde capitaliste.

Nous allons au-devant de difficultés économiques et politiques encore plus grandes des bourgeoisies européennes et coloniales, difficultés qui détermineront inévitablement de puissantes vagues de luttes des masses et de nouveaux reclassements à l'intérieur du mouvement ouvrier. Pour la première fois depuis deux décades environ, il est maintenant possible de regrouper des courants des masses qui se détachent des anciennes directions, et de vaincre celles-ci dans l'action. Comprendre profondément cette vérité, s'armer de la conviction d'une telle possibilité et traduire cette compréhension du courant historique actuel au moyen d'un clair programme révolutionnaire et socialiste et, dans une réelle pénétration du mouvement des masses, en participant à leurs luttes quotidiennes, en vue de préparer à travers celles-ci l'issue révolutionnaire, telle est la tâche primordiale de toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale.

De la réussite de cette tâche dans la période immédiate dépendra la chance d'éviter la réaction, la guerre et l'enlisement plus profond de l'humanité dans la barbarie du monde capitaliste en putréfaction.

## OU EN EST LE PLAN MARSHALL ?

Une conférence des « Seize », réunie à Paris, a enfin soumis son rapport aux Etats-Unis, pour que le Congrès américain puisse prendre une décision sur l'application du « Plan Marshall ». Mais avant qu'il soit soumis, ce rapport a dû subir une rectification rendue nécessaire à la suite des critiques formulées à son égard par le représentant américain Clayton, et qui se résument dans les deux points suivants :

a) Le rapport ne donnait pas des garanties suffisantes que les nations européennes participantes arriveraient par leurs propres moyens à restaurer la stabilité financière et monétaire ;

b) Le rapport abordait insuffisamment la question d'une réelle coopération entre les différentes nations européennes, « ignorant les possibilités d'une prospérité accrue par la réduction des tarifs douaniers » et ayant évité de mettre sur pied une organisation permanente « pour réviser à des périodes régulières la coopération économique à l'échelle continentale ».

Sur ces deux points, malgré ses révisions, le rapport définitif ne semble pas pouvoir donner, encore une fois, satisfaction complète aux Américains. Et pour cause. Ce que demandent les Etats-Unis, c'est, d'un côté, une stabilisation financière et monétaire préalable à toute application du « plan Marshall », garantissant les investissements américains en Europe, et, d'autre part, une réduction, sinon une suppression des tarifs douaniers, qui ouvrirait largement les portes à la production américaine. L'une et l'autre de ces mesures visent à ce que la reconstruction de l'économie européenne se fasse non d'une manière autonome, mais en s'alignant sur les besoins de l'économie américaine. Il est naturel que les bourgeoisies européennes réagissent aussi longtemps qu'elles le peuvent à une telle orientation de « l'aide » américaine, et ne cèdent à la pression de Wall Street qu'avec beaucoup de réticences et des atermoiements.

Mais, d'autre part, la « crise du dollar » se développe aussi bien en France qu'en Italie et en Angleterre, avec une telle acuité qu'il n'est plus possible à aucune de ces bourgeoisies, non seulement de patienter jusqu'à l'application, remise de toute